

Le schiste, une alternative qui fait peur

Il y a bien du schiste dans le Loiret. De quoi susciter l'intérêt des groupes pétrolifères et l'inquiétude des acteurs locaux. Pour le moment, toute demande d'exploration est gelée.

Stéphanie Cachinero
scachinero@arep.com

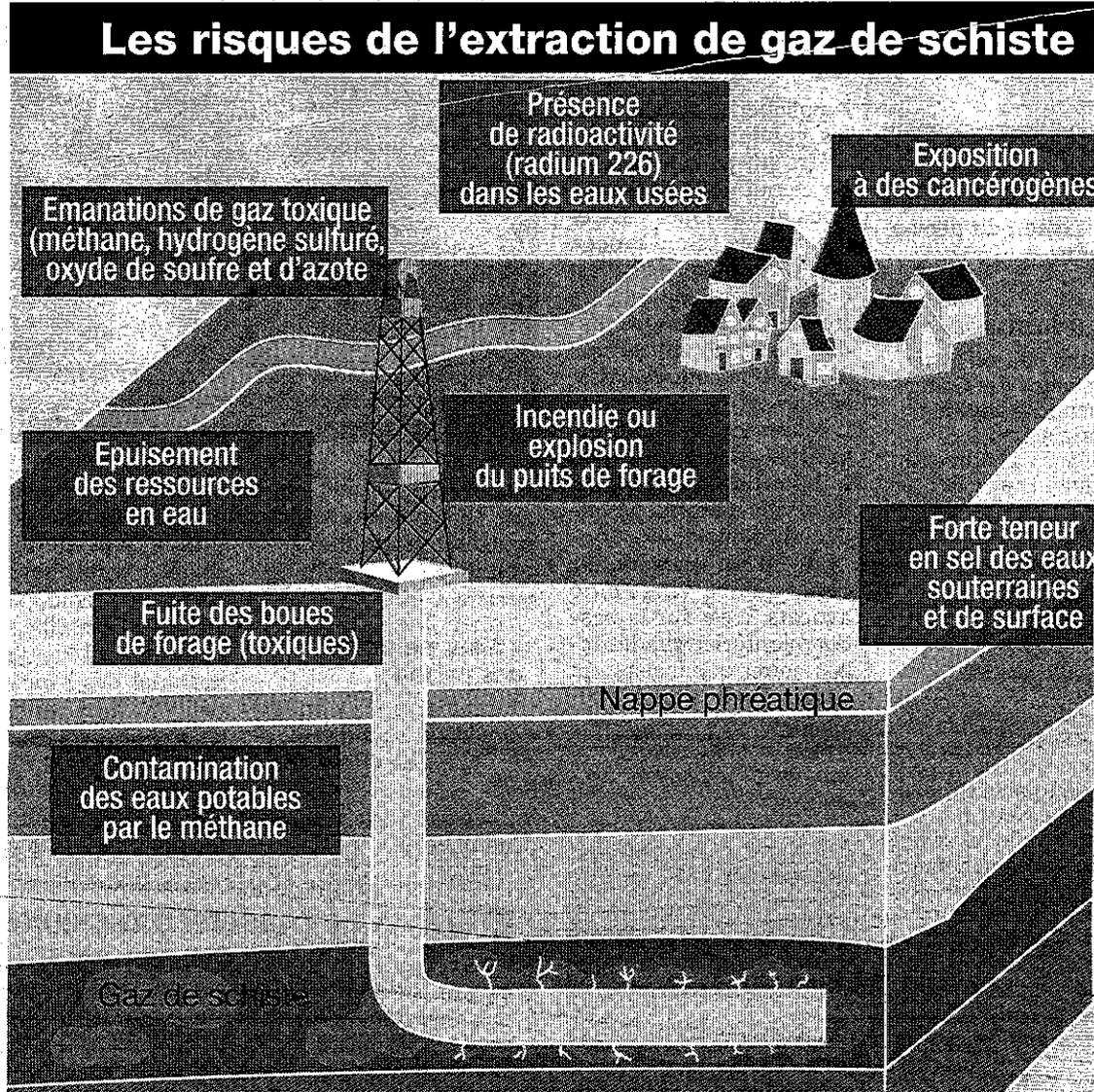
« **N**on au schiste ! » Le slogan pourrait bien être repris dans le Loiret d'ici peu. En effet, les entrailles du département regorgent de la substance, ô combien, convoitée par les sociétés spécialisées dans l'extraction d'hydrocarbures.

« Nous avons pris connaissance de ce filon de schiste il y a peu de temps. Pour le moment, je ne peux pas me prononcer en faveur ou contre l'exploitation de ce dernier. Nous ne disposons pas des informations nécessaires », confie Jean-Pierre Door, député du Loiret.

« L'exploitation de schiste paraît dangereuse et peu pertinente »

L'opinion de la multinationale canadienne, Réalm, semble toute faite. Celle-ci a, déjà, déposé une demande de permis d'exploration du sol pithivérien. En d'autres termes, l'entreprise cherche à obtenir l'autorisation de sonder le sol afin d'y découvrir l'hydrocarbure, source de toutes les polémiques, au plus haut niveau de l'État.

« Pour savoir si une zone est effectivement exploitable en



schiste, il n'y a qu'une solution : le forage », confirme Didier Bonjoli, chef du service géologie du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) d'Orléans. Et rien que pour connaître la présence de schiste exploitable, la nature en fait les frais : utilisation de produits polluants, consommation d'eau en quantité astronomique, dégradation des paysages alentours, fracturation du sol.

Aux premières loges, la mairie de Pithiviers dit tout ignorer de l'affaire, sans plus de précisions. « Marie-Thérèse Bonneau n'a pas le temps de s'exprimer sur le thème », assure-t-on au secrétariat du maire.

Les défenseurs de la nature seront fermes

Du côté des associations de défense l'environnement, l'étonnement prend le pas. « Nous ne sommes pas au cou-

rant de cette présence de schiste », confie Guy Janvrot, président de Nature Centre, antenne régionale de Nature France environnement. Mauvaise surprise. Mais, déjà, les positions sont fermes. « Si la société Réalm arrive à s'implanter près de Pithiviers, nous ferons tout pour nous opposer à son projet », assure Guy Janvrot. « L'exploitation du schiste paraît dangereuse et peu pertinente », commente une adhérente de

l'Association pour l'avenir du Gâtinais et de ses habitants. « Nous devrions davantage investir dans le renouvelable », renchérit Guy Janvrot.

Dans le Loiret, les parlementaires se mobilisent, à l'instar de Jean-Pierre Sueur, sénateur PS du Loiret. En mars, il dépose une proposition de loi visant « à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste ». Les députés UMP suivent son exemple. Et le 12 avril, Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale, décide que leur proposition sera examinée, en urgence, le 10 mai prochain sur les bancs de l'Assemblée.

Pour l'heure, le Premier ministre, François Fillon, a décrété un moratoire. Aucune autorisation ne devrait être délivrée. Mais la situation est loin d'être réglée. Pis, elle risque bien de prendre de l'ampleur. Mais, les multinationales ne devraient pas s'avouer vaincues. La bataille du schiste ne fait que commencer. ■

SUR LE WEB

État

Pour trouver du gaz de schiste, il faut creuser à plus de 3.000 mètres de profondeur. Plus en surface, il se révèle sous forme huileuse. Pour en savoir plus : www.developpement-durable.gouv.fr

Pétition

Les collectifs pour un moratoire sur la prospection du gaz de schiste se sont réunis et ont lancé une pétition afin que les citoyens puissent manifester leur opposition à l'extraction de cet hydrocarbure. Déjà 97.058 signatures ont été recueillies. Pour contribuer : www.petitions24.net/gaz_de_schiste --non -- merci

La multinationale Réalm jette son dévolu sur Pithiviers

La société pétrolière Réalm souhaiterait s'implanter dans le Pithiverais. C'est du moins ce que laisse présager sa demande de permis d'exploration d'hydrocarbures non conventionnels.

Réalm. En France, personne ne connaît le nom de cette multinationale canadienne. Dans le Loiret encore moins. Mais peu t-être plus pour très longtemps, du moins dans le Pithiverais. En effet, l'entreprise a déposé une demande de permis d'exploration à Pithiviers. Sa cible : le schiste.

Pour le moment, le « danger » semble écarté. Sous la pression des parlementaires, le gouver-

nement a prononcé, en début de semaine, un moratoire visant à interdire la recherche et l'exploitation de schiste sur le territoire national.

Des intérêts financiers d'importance

Les intérêts financiers sont importants et la société pourrait ne pas vouloir abandonner ce marché. Hier, sur son site web, il était encore possible de lire : « La France a récemment lancé une nouvelle série d'octroi de licences et d'autres projets sont actuellement en cours en Chine et en Inde ».

Réalm y croit encore. Et pour

cause, cette société a fait le pari ambitieux d'asseoir sa prospérité sur le schiste. Et rien que le schiste. Et pour justifier de son activité toute consacrée à l'hydrocarbure le plus discuté de France, le groupe canadien ne lésine pas : « Cette révolution de gaz de schiste a galvanisé l'Europe et les pays émergents... en vue de réduire leur dépendance envers la Russie et le Moyen-Orient ».

Le discours risque de ne pas faire sourire les Pithiverais, toujours menacés de voir leur sous-sol fouillé et une possibilité que leur santé soit en danger. ■

Recherche et exploitation d'hydrocarbures dans le Loiret

